



Ces auditoires de l'Université qui s'ouvrent aux réfugiés

Diplômés dans leurs pays, ils souhaitent poursuivre leur cursus académique en Suisse. C'est désormais possible dans plusieurs cantons. Le Temps a suivi l'un d'eux: Tarek, 28 ans, chrétien orthodoxe de Syrie qui espère bien décrocher son master en chimie

🕒 6 minutes de lecture

📌 Migrations

Olivier Francey, collaboration: Céline Zünd
Publié lundi 19 septembre 2016 à 21:15.



«Enfin.» Cela fait 20 mois que Tarek Joseph Nassour a foulé le sol genevois, et par la même occasion, a suspendu des études de chimie entamées à Damas. Ce lundi, le jeune homme de 28 ans a pu officiellement ouvrir les portes des auditoires de l'Université de Genève pour poursuivre ce qu'il avait entamé dans la capitale syrienne. Mais plus crucial encore, ce titulaire d'un permis B peut recommencer à rêver de devenir professeur depuis que sept des neuf Facultés que dénombre l'institution autorisent l'accès de leurs cours aux réfugiés résidant dans le canton. Soutenu par le rectorat, le bureau à l'intégration des étrangers (BIE) et la faïtière des associations d'étudiants de l'Université (CUAE), le programme «**Horizon académique**» porte bien son nom: offrir des perspectives d'avenir.

En ce jour de rentrée, sur 84 demandes, seules 35 personnes (au bénéfice d'un permis N, F, B-réfugié ou C-réfugié) disposent du niveau suffisant pour poursuivre un cursus académique en tant qu'auditeurs. Avec la possibilité, deux semestres plus tard, de se retrouver sur les bancs de l'université pluricentenaire genevoise comme n'importe quel autre étudiant. A Zürich, l'Ecole polytechnique fédérale a, elle aussi, ouvert ses classes aux réfugiés. Mais ici, les places sont chères puisque le nombre d'intéressés, 120, dépassait largement les 40 places disponibles. Si le programme zurichois s'adresse à des étudiants qui ont effectué des études académiques au préalable, l'Université de Genève, elle, autorise par voie de dérogation ou d'examen de gagner le précieux sésame.



«La Suisse a fait des choses bonnes pour moi. J'ai envie de faire des choses bien pour elle.» David Wagnières

Tarek n'en a pas eu besoin. Puisque c'est avec un Bachelor en poche qu'il quitte précipitamment sa maison à l'été 2014, contraint de suivre le chemin de l'exil. Motifs? Dans le désordre: une religion (chrétien orthodoxe), un refus de servir dans l'armée, un obus de justesse évité et une voiture – cette Mazda dont il était si fier – détruite vraisemblablement pas un char. Il dit n'avoir jamais eu envie de quitter son pays, lui qui était «important» là-bas. Pour attester de cette popularité, il ne peut désormais brandir que des photographies qu'a conservées Facebook. Parce que son répertoire téléphonique, lui, est dorénavant bien chétif. De toute apparence angoissé et un peu perdu entre les salles qu'il faut trouver et les papiers à remplir, Tarek n'a pas encore bénéficié du système de mentorat qu'ont mis en place les associations d'étudiants. Il s'inquiète, nous pas. Il suffit de l'écouter s'exprimer dans un français remarquable – acquis en moins de deux ans – pour comprendre que Tarek fait preuve d'une volonté certaine. «Parce que ça m'énerve trop de voir des petits enfants parler français mieux que moi, dit-il pour expliquer son apprentissage fulgurant. Et puis, il faut parler français quand on est à Genève.» Dorénavant, il pourra compter sur des cours de français spécialement adaptés à son nouveau profil universitaire.

«Créer une spirale ascendante»

Cette formation, Tarek espère la voir aboutir. Magistrat de tutelle du bureau de l'intégration, Pierre Maudet, concède que la «garantie à l'emploi» n'existe pas. «Mais le but du programme est de créer une spirale ascendante et positive. C'est en offrant des formations adaptées au parcours et au potentiel des personnes migrantes qu'elles s'intègrent le mieux, socialement et professionnellement.» L'édile libéral-radical poursuit: «Je constate aussi que cet effet positif est communicatif sur l'entourage de la personne bénéficiaire de mesures intelligentes. Assigner un migrant à des tâches subalternes parce qu'il est migrant est un échec assuré de son intégration.»

Pragmatique, Tarek ne présume pas d'une date de retour dans son pays. «Peut-être dans cinq, dix ou vingt ans. Peut-être jamais. Mais en attendant, je ne vais pas rester les bras croisés devant la télévision. Parce que, à quoi ça sert de vivre si on ne fait rien.» Bonne question. Lui a certes dû renoncer au basket, mais pas à la musique, sa deuxième passion après la chimie. Dans son appartement de Champel, le jeune homme continue à produire ses propres morceaux sous le nom de DJ Ab Joeseeph. «Sur [YouTube](#), [Soundcloud](#), et [Facebook](#). Vous n'oublierez pas de l'écrire, hein?» C'est fait. Il persiste à saluer sa voisine – «vieille voisine» – qui ne lui a pas encore retourné un mot amical. «Je ne comprends pas comment on peut être méchant avec quelqu'un qui est gentil», laisse-t-il échapper au détour d'une cigarette roulée sur le parvis de l'université. Qu'importe, son intégration semble en bonne voie. La preuve, il expulse déjà des gros mots.

«Notre programme offre de l'espoir»

L'Université de Genève ouvre désormais ses cours aux réfugiés, pour autant qu'ils répondent aux critères d'admission. Pour son recteur Yves Flückiger, au-delà d'offrir une formation académique et de favoriser une intégration sociale, le projet permet surtout à ces étudiants de se projeter dans l'avenir. Notre entretien.

Le Temps: C'est une première, vous ouvrez vos portes aux réfugiés. Faut-il y voir un message politique de l'institution?

Yves Flückiger: Oui, dans le sens noble du terme. L'Université de Genève fait partie prenante de la Cité, genevoise, suisse et internationale. A ce titre, nous avons une responsabilité que nous devons assumer. Lorsque des défis sont adressés à l'ensemble de la collectivité, nous nous devons d'y apporter des réponses. Encore plus particulièrement parce que nous sommes à Genève, siège des organisations internationales qui se voient confrontées au défi des migrations. Ceci dit, l'ouverture de cursus académiques aux réfugiés s'inscrit dans une stratégie plus vaste, celle de l'innovation pédagogique. Nous avons ainsi développé des programmes de cours massifs gratuits en lignes (*les MOOCs, ndlr*) permettant d'exporter nos enseignements au-delà de nos frontières. C'est aussi une façon de promouvoir la démocratie et de contribuer à forger un rempart contre toute forme de fanatisme.

- On peut supputer que ceux qui suivront vos cours ne sont pas des étudiants comme les autres. Or, votre programme insiste sur le fait que les règles d'admission seront les mêmes pour tous. Pourquoi?

- Nous ne sommes pas rigides, mais nous tenions à définir un cadre. Les étudiants qui ont démontré leur capacité à intégrer une formation en réussissant leurs examens en tant qu'auditeurs sont, de ce point de vue, dans une situation particulière qui peut justifier une dérogation selon l'adage «à situation différente, traitement différent».